

sera étudiée au congrès. En fait, on vient de distribuer un document sur l'industrie laitière, rédigé par le groupe d'étude. Toutefois, je ne puis vous promettre que les exigences précises de la campagne laitière de 1969-1970 puissent être divulguées lundi. Nous espérons qu'elles le seront avant le début de l'année, le 1^{er} avril. Je tiens à faire remarquer que lorsque le congrès agricole examine ce genre de mesures il ne s'occupe pas des activités au jour le jour. Le congrès cherche plutôt à donner des lignes de conduite pour l'avenir.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA PUBLICATION DE L'ÉTUDE SUR LES NEUF COMTÉS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

M. H. Russell MacEwan (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de qui relèvera l'expansion économique régionale. A-t-il reçu une requête du ministre de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse, aux fins de publier le rapport sur les neufs comtés de l'Est de la Nouvelle-Écosse? Si oui, quelle est sa décision à ce sujet?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Forêts et du Développement rural): J'ai reçu une lettre dans ce sens, monsieur l'Orateur.

M. MacEwan: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quelle est la décision du ministre au sujet de la publication du rapport?

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, j'ai reçu la lettre hier et j'ai dit que nous ne croyions pas, au ministère, devoir publier des rapports de ce genre. Nous consulterons le ministre de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse à ce sujet. Si sa réponse est affirmative, nous prendrons une décision définitive là-dessus.

AIR CANADA

L'AMÉLIORATION DES REPAS

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Voudrait-il faire enquête sur les activités d'Air Canada, en vue d'améliorer la qualité des repas servis à bord des avions?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, comme j'ai attendu depuis le début pour poser ma question, mon impatience me l'a fait oublier.

[L'hon. M. Olson.]

LE CABINET DU PREMIER MINISTRE

A PROPOS DE LA DÉCLARATION D'UN ADJOINT

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Pourrait-il nous dire s'il est d'accord avec l'un de ses premiers lieutenants, M. Pierre Levasseur, qui est en charge de l'établissement des bureaux régionaux d'information?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question n'est pas recevable telle que posée. L'honorable député sait qu'il ne peut demander si un ministre est d'accord avec une déclaration, une expression ou une opinion d'un fonctionnaire.

M. Rondeau: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

Je pense qu'une certaine déclaration faite par l'un des principaux lieutenants du très honorable premier ministre constituait une insulte à l'endroit de tous les honorables députés. Au fait, il a déclaré que 90 p. 100 du travail des députés pourrait être accompli par des «business machines» et je voudrais savoir si le très honorable premier ministre approuve cette déclaration.

M. l'Orateur: La question de l'honorable député pourrait peut-être constituer une question de privilège, mais je ne crois pas que la question puisse être posée à ce moment-ci, compte tenu des dispositions du Règlement de la Chambre.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Sur la même question...

M. l'Orateur: Le très honorable premier ministre pose-t-il la question de privilège?

Le très hon. M. Trudeau: C'est qu'on a invoqué le Règlement, monsieur l'Orateur. Si vous n'acceptez pas que l'on poursuive la discussion, je m'en remets à votre jugement, mais je voudrais corriger...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai signalé à l'honorable député de Shefford que la question, telle qu'elle a été posée, n'était pas recevable.

[Traduction]

L'OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ATLANTIQUE

LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au futur ministre de l'Expansion économique régionale, ministre actuel des Forêts et du Développement rural. A-t-il donné suite aux recommandations ultimes de l'Office d'expansion économique de la région atlantique qui ne voudrait pas que les programmes actuels, y compris ceux des voies routières, soient peu à peu paralysés cette année pendant que le nouveau ministère se mettra en marche?